

uniterre



FEVRIER 2018

N° 1 63^E ANNEE

JAB 1450 STE-CROIX

WWW.UNITERRE.CH

INITIATIVES En 2018, plusieurs initiatives mettront en débat l'alimentation, l'environnement et l'agriculture. Le début d'une passionnante aventure vers un monde plus respectueux?

INTERNATIONAL Retour sur la manif contre l'OMC du 9 décembre 2017. Enjeux des accords de l'OMC par rapport à l'agriculture.

DÉBAT L'initiative "pour une eau potable propre et une alimentation saine" met à nouveau le travail des paysan-ne-s au centre du débat. Arguments Pour et Contre.

LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT



UNITERRE, HIER ET DEMAIN

EDITORIAL

VANESSA RENFER

AGRICULTRICE

MEMBRE DU COMITÉ D'UNITERRE (SECTION NEUCHÂTEL)

Le début d'une année est une période charnière. Au-devant d'une page blanche, avant de commencer l'écriture d'un nouveau chapitre, il est des questions à se poser et des réflexions à mener, en tant qu'être humain, en tant que membre de la société. Qu'ai-je accompli jusqu'à présent? De quoi suis-je fier? Ai-je des regrets, des déceptions? Quelles ont été mes plus belles réussites? Et maintenant, où est-ce que je veux aller? Et avec quelles forces, quels atouts? Il ne s'agit pas ici des fameuses bonnes résolutions que l'on prend le soir du Nouvel-An et que l'on oublie trois semaines plus tard. Voyons cela plutôt comme un passage dans un aéroport en attendant de prendre sa prochaine correspondance.

Une association comme Uniterre peut et se doit de passer par le même cheminement. Un coup d'œil dans le rétroviseur nous offre des images fortes, des journées de mobilisation intense, des actions coups de poings remarquables, et remarquées, des périodes en apparence plus calme, mais où les idées n'ont cessé de fleurir, et puis aussi des moments creux, de doute, d'échecs. Que chacun-e d'entre nous prenne maintenant quelques minutes et se remémore son aventure personnelle avec Uniterre, que son implication soit importante ou plus discrète: pourquoi suis-je devenu membre? Quels étaient mes rêves et mes espoirs? Comment y ai-je contribué?

Les paysannes et paysans ne prennent pas toujours le temps de cette réflexion. Il faut dire également que le contexte actuel ne leur en laisse guère le loisir. Prix trop bas et exigences élevées font de leurs journées un marathon continu. De là à penser que nos instances politiques font en sorte que cela ne change pas pour ne pas avoir à gérer trop de révoltes et de questionnements, il n'y a qu'un pas. Et pourtant, c'est bien lorsque l'on s'autorise une pause dans le flot incessant du quotidien que surgissent les idées les plus intéressantes, les plus novatrices, ou simplement celles qui vont nous amener là où nous le souhaitons.

Une chose est certaine: 70 ans après les premières colères des membres fondateurs, Uniterre a changé de nom et bien sûr d'équipe, mais son esprit demeure vibrant et actif, avec les mêmes motivations. Et parce que 2018 s'annonce sous de passionnants auspices, avec plusieurs initiatives en cours de discussion, et bien sûr, un possible passage en votation populaire de l'initiative sur la Souveraineté alimentaire, cela méritait bien un petit coup de neuf! Vous tenez entre vos mains le premier numéro du journal Uniterre dans sa nouvelle mouture. Plus aéré, plus agréable à lire, il reste un vecteur essentiel de la défense professionnelle agricole telle qu'elle est menée par le syndicat. Analyses, reportages, critiques, et portraits du monde paysan continueront d'alimenter la flamme syndicale auprès des lectrices et lecteurs, pour que ce passionnant combat continue de porter ses fruits, au moins pour les 70 prochaines années. •

L'IMAGE DANS LE RETRO

Révolte paysanne - Action du 25 septembre 2009 :
250 tracteurs ont entouré Crémont entre 9h30 et 13h,
et lui ont légué une piscine de lait.

Grève du lait en 2008 et et révolte paysanne en 2009, deux événements
mémorables en Suisse et en Europe.

En Suisse, Uniterre a été le fer-de-lance de ces révoltes.
10 ans plus tard, la situation a empiré
et nos revendications restent les mêmes.

LIENS

www.uniterre.ch/2008/greve-du-lait
www.uniterre.ch/2009/revolte-paysanne

Voir également les extraits dans Les coulisses de l'événement : "Lait amer et
révolte paysanne" émission de la RTS du 25 octobre 2017
toujours visible en ligne - lien sur notre site
www.uniterre.ch/fr/lait-amer

Les initiatives qui concernent l'alimentation, l'environnement et l'agriculture se suivent. Elles illustrent les préoccupations légitimes des initiateurs et des signataires et la nécessité d'un changement. Elles démontrent un besoin d'agir et d'oser aller au-delà du statu quo. Nous sommes face à un choix de société et cela implique une volonté de la part de tous les acteurs de prendre part avec ouverture et impartialité à une discussion de fond pour répondre de manière holistique à la complexité des enjeux.

2018 PRAGMATISME FRILEUX OU AUDACE VISIONNAIRE ?

INITIATIVES

MICHELLE ZUFFEREY
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La société civile se mobilise... Rien qu'en ce qui concerne l'alimentation, l'environnement et l'agriculture, les parlementaires se penchent actuellement sur les initiatives pour la dignité des animaux de rente (dite "initiative pour les vaches à cornes"), pour "la souveraineté alimentaire, l'agriculture nous concerne toutes et tous", pour "des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques" (aussi Initiative pour des aliments équitables). L'initiative pour "une eau potable propre et une alimentation saine" a été déposée le 18 janvier et celle pour "une Suisse libre de pesticides de synthèse" est en cours de récolte de signatures (à ce sujet, lire les articles en pages 6 et 7 de ce numéro).

Que faut-il en penser? Que la société civile suisse est tombée sur la tête? Ou alors qu'il faut augmenter le nombre de signatures nécessaires à une initiative afin d'en limiter le nombre?

POUR UN DÉBAT DE FONDS. Non, ces initiatives illustrent des préoccupations légitimes et concrètes, qui pour certaines d'entre elles, dépassent les frontières suisses. Elles ont en commun la recherche d'une vie plus saine et respectueuse, d'une éthique et ensemble elles appellent à un nouveau choix de société.

Elles démontrent également une volonté de provoquer le changement, de pousser à la réflexion. Toutes ces initiatives proposent des amorces de réponses. Et ensemble elles démontrent que la recherche de solutions est complexe.

Elles sont aussi l'expression d'un ras-le-bol et d'une perte de confiance envers un système qui, à force de ménager la chèvre et le chou, donne l'impression de ne rien oser au-delà du mainstream libéral.

Pourtant, ce que l'homme fait, l'homme peut le défaire... les lois, les relations commerciales, les accords internationaux, mais aussi l'organisation de notre société. Pourquoi alors est-il si difficile ne serait-ce que d'imaginer le changement, de se projeter? Pourquoi notre gouvernement ne met-il pas des fonds à disposition pour une recherche multidisciplinaire, ouverte, citoyenne, capable de penser hors du cadre?

Avec notre initiative pour la souveraineté alimentaire, nous avons essayé de prendre en compte les paramètres permettant un réel changement de la situation actuelle. Ce qui nous étonne est le fait que par mauvaise foi, par manque de temps ou de volonté de comprendre, on nous dit en premier lieu, que notre initiative est trop complexe. quelle aberration! Mais la vie est complexe, tous les systèmes sont complexes! On ne trouvera aucune solution à long terme si on ne se donne pas les moyens d'une réflexion, d'une analyse impartiale et holistique. Nous avons pourtant des ressources, des compétences, des outils qui le permettraient.

UNE AVENTURE PASSIONNANTE. On pourrait envisager cette recherche comme un défi enthousiasmant, au lieu de cela, il semblerait que le seul fait de réfléchir à d'autres systèmes soit dangereux pour l'équilibre actuel, qu'il cache un péril. Peut-être, un péril de changement? Pourtant ce changement pourrait être bénéfique: pour les multinationales, l'agro-business, la grande distribution qui pourraient se transformer, sortir d'un système qui les met sous pression et développer de nouveaux produits, et pour nous, consommatrices et consommateurs, nous pourrions aussi nous repenser, remettre en cause nos croyances et certaines "valeurs"; et il en va de même avec le monde paysan.

Il y a de quoi faire pour tout le monde et à tous les niveaux et ce pourrait être le début d'une passionnante aventure! •

BONNET BLANC, BLANC BONNET !

On en a parlé et reparlé de la "Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole" du Conseil fédéral.

L'Union suisse des paysans s'en est émue, arguant qu'une diminution des protections douanières "recèle le risque que les exploitations suisses – dont l'intégralité des maraîchères et fruitières – ne résistent pas à la pression sur les prix [...] et fait planer une menace intolérable sur les petites et moyennes exploitations" et que la mise en œuvre de la "vue d'ensemble" remettrait en question les acquis des dernières années en matière d'écologie et de protection des animaux" et de plus qu'elle irait à l'encontre de la volonté populaire de développer "des relations commerciales internationales qui contribuent au développement durable de l'agriculture dans le monde entier".

SUGGESTION À L'USP : l'ouverture des frontières, les baisses des prix, la paupérisation du secteur primaire, etc. font partie intégrante du système. Depuis des années, avec pragmatisme, vous développez des stratégies pour contrer les maux du système. Et si maintenant, vous remettez fondamentalement en cause le système?

UNITERRE SOUTIEN L'INITIATIVE POUR DES ALIMENTS ÉQUITABLES

L'initiative pour la Souveraineté alimentaire propose des solutions qui concernent non seulement l'agriculture suisse, mais aussi les consommatrices et consommateurs et les conditions de travail et de production à l'étranger.

Sur ces points, nous rejoignons l'initiative pour des aliments équitables, car elle répond à nos préoccupations pour une agriculture mondiale équitable, respectueuse de l'environnement et des animaux et à l'écoute des mangeurs.

Nous rappelons que l'initiative pour la Souveraineté ne veut pas de mesures protectionnistes, mais une équité de critères et de normes entre les denrées alimentaires vendues en Suisse, qu'elles soient produites ici ou dans d'autres pays.

INITIATIVE "POUR DES ALIMENTS ÉQUITABLES" ou "pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques"

Portée par les Verts, elle prône un commerce équitable et une mondialisation plus juste. Elle demande des standards de durabilité minimaux pour les aliments produits en Suisse comme pour les produits importés.

Ne pourront être vendues en Suisse que des denrées alimentaires produites dans le respect des standards sociaux et écologiques minimaux. Donc pas de viande provenant de fabriques d'animaux, pas de tomates récoltées par des ouvriers payés un salaire de misère et pas de pollution des eaux par des pesticides.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.aliments-quitables.ch

L'AGRICULTURE HORS DE L'OMC!

INTERNATIONAL

BERTHE DARRAS
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

RUDI BERLI
AGRICULTEUR ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Une belle énergie malgré le peu de manifestants. Près de 300 personnes ont manifesté samedi 9 décembre 2017 à Genève dans le cadre de la mobilisation internationale contre la XI^e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'est tenue à Buenos Aires, en Argentine du 11 au 13 décembre 2017.

Sur la banderole qui ouvrait le cortège on pouvait lire: "Dégageons l'OMC. Mondialisons la solidarité. Construisons l'autonomie". A Buenos Aires se tenait en même temps un Sommet des Peuples "Dehors l'OMC - Construisons les alternatives" avec de nombreuses mobilisations, forums et débats organisés par la société civile. La Via Campesina a participé avec une importante délégation à cette mobilisation. En effet, ce sont des millions de personnes dans le monde qui se battent pour une économie et un système alimentaire basés sur l'agriculture paysanne permettant une alimentation suffisante et saine, produite dans le respect des ressources et des personnes. Cette résistance de la paysannerie et des sociétés civiles est un facteur important qui bloque aujourd'hui l'avancée de l'agenda de dérégulation commerciale voulue par l'OMC.

AU SUD, la pression sur les prix imposée par le commerce international et l'accaparement des terres et des ressources engendrent la faim et provoquent l'émigration vers les centres urbains. Ce mouvement d'exode rural est souvent accompagné par une répression et une criminalisation des mouvements paysans dans les pays du Sud.

DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS, les effets dévastateurs de cette pression sur les prix des produits agricoles sont amoindris par une politique de subsides qui menacent et divisent la paysannerie et la confinent dans une situation de dépendance économique. Pour cela il est d'autant plus important de lutter pour que les politiques publiques favorisent un encadrement du marché qui permette aux paysannes et aux paysans de vivre dignement de leur production et d'obtenir des prix équitables sur les marchés. Les compensations financières, qui par ailleurs pèsent sur les budgets des Etats, ne peuvent pas servir de monnaie d'échange contre la signature de trai-

tés de libre-échange. Par la pression croissante qu'ils exercent sur les prix des produits paysans, ces traités nuisent à la qualité de notre alimentation et détruisent les marchés et les économies locales.

AU FINAL, QU'EST-IL RESSORTI DE CE SOMMET? Malgré l'arrivée au pouvoir de gouvernements promarchés en Argentine et au Brésil il n'y pas eu d'accord à Buenos Aires. Par contre, les pourparlers en vue d'un accord de libre-échange entre l'UE et Mercosur ont progressé et pourraient aboutir au mois de février. Un tel accord devrait ensuite être ratifié par les pays de l'UE. Le ministre Schneider-Amman pressé par certains milieux économiques suisses est déjà prêt à toutes les concessions pour emboîter le pas des européens. Les principaux obstacles au niveau de l'agriculture au niveau européen sont les contingents tarifaires d'importation pour la viande bovine, à savoir 100'000 tonnes supplémentaires. (70'000t actuelles). Pour l'éthanol-biodiesel à base de soja, l'UE aurait accepté 600'000 tonnes et 100'000 de sucre. La production viticole européenne et fruitière ainsi que la filière d'élevage de poulets sont également menacées par cet accord. Un accord UE-Mercosur et un accord avec la Suisse auraient des conséquences directes sur ces filières en Suisse.

Une fois de plus le secteur agricole, ses emplois, ses produits sont considérés comme la variable d'ajustement d'accords commerciaux liés à d'autres secteurs industriels.

En Amérique du Sud, ce sont les industriels aux coûts de production élevés (textile, équipements, automobile) qui craignent l'afflux de produits européens. Le Mercosur donnerait également accès aux marchés publics à des sociétés européennes. •



L'OMC EN BREF

L'OMC vise à éliminer les obstacles à la libre circulation de biens, services et capitaux à la faveur du développement du commerce mondial. Cette politique de globalisation commerciale détruit les tissus économiques locaux et a des impacts extrêmement graves sur l'environnement. Devant les blocages au niveau de l'OMC ce sont les accords régionaux et bilatéraux qui ont pris le relais. Ainsi le Conseil Fédéral poursuit sa lancée aveugle en faveur des traités de libre-échange avec l'UE, l'Inde, la Malaisie, l'Indonésie ou le MERCOSUR. Ces accords ne concernent pas seulement l'agriculture et le système alimentaire, mais d'autres secteurs comme l'eau, le système éducatif, la santé, l'énergie sont également visés (TISA). •

HISTORIQUE

1947 naissance du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) avec 23 pays – objectif: favoriser le développement du commerce international en organisant une ouverture progressive des marchés nationaux via la réduction des droits de douane et autres obstacles à la circulation des biens et services.

1986 Cycle de négociations – Uruguay Round réunissant 125 pays

1994 Signature de l'accord de Marrakech le 14 avril qui marque l'acte de naissance de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

1995 1^{er} janvier, mise en application de l'OMC. L'OMC marque une nouvelle étape dans la régulation du commerce international qui fait désormais l'objet d'une réglementation et n'est plus issue du seul résultat d'accords entre pays. Basée à Genève, l'OMC fonctionne selon le principe du consensus, avec toutefois le risque que ses décisions puissent s'en trouver bloquées.

1996 1^{ère} conférence ministérielle à Singapour

1998 2^e conférence ministérielle à Genève

1999 3^e conférence ministérielle à Seattle, qui se conclut sur un échec

2001 4^e conférence ministérielle, à Doha, au Qatar, qui marque le début du cycle de Doha -> lancement d'un programme de négociations sur trois ans

2003 5^e conférence ministérielle de l'OMC, à Cancún, au Mexique, qui marque le second échec en quatre ans, principalement à cause de l'opposition entre grandes puissances et le G22 sur le dossier agricole.

2005 6^e conférence ministérielle de l'OMC, à Hong Kong, qui débouche sur un accord sur la suppression, d'ici à 2013, des subventions aux exportations agricoles.

2009 7^e conférence ministérielle à Genève

2011 8^e conférence ministérielle à Genève

2013 9^e conférence ministérielle à Bali

2015 10^e conférence ministérielle à Nairobi, suppression de la "loi chocolatière"

L'OMC compte aujourd'hui 164 membres. •

LES ACCORDS DE L'OMC ET LA SUISSE

À la suite des accords de l'Uruguay Round (1986-1993), la Suisse a dû prendre des mesures pour rendre sa politique agricole compatible. Ainsi les quotas ont été convertis en taxes ou tarifs douaniers. Cet accord a obligé la Suisse à réduire toutes ses taxes douanières de 36% en moyenne dans les 6 ans suivant la signature de l'accord et de 15% au moins par produits.

Troisièmement, la Suisse doit accorder un accès minimum d'au moins 3% pour les produits agricoles, même sur les marchés autosuffisants à 100%, comme celui de la pomme de terre. Bien que la Suisse connaisse des réglementations plus sévères en matière de santé, de sécurité, d'environnement et de bien-être des animaux, ces critères ne peuvent pas être pris en compte dans le cadre de l'accès au marché. Non seulement ces critères de durabilité ne sont pas reconnus dans les négociations, mais ils sont même combattus en tant que distorsions commerciales. Et cela est apparu clairement lorsque le Conseil Fédéral a défini le mandat de négociation pour Buenos Aires. Dans un premier temps, ce mandat remettait en cause plus de 30% des paiements directs actuels, jusqu'à ce que le parlement y mette un frein. Bien que le Conseil Fédéral continue sans rougir d'affirmer le contraire, cela signifie qu'il y a une claire incompatibilité entre les accords de libre-échange et la durabilité. Ces accords commerciaux doivent dès lors être renégociés ou subordonnés à un autre niveau d'accord. Malgré toutes les lamentations des apôtres du libre-échange, il faut se rendre à l'évidence que bien que nous ayons encore une protection douanière, la Suisse est le premier importateur mondial de denrées alimentaires par habitant. •

DEHORS L'OMC CONSTRUISONS LA SOUVERAINETE

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION FINALE DU SOMMET DES PEUPLES

L'OMC et les ALE sont responsables de l'expansion et l'accélération de la conversion de nos aliments en marchandises, ce qui a entraîné la plus grande crise alimentaire que l'humanité a subie. Actuellement, plus de 50% de la population mondiale souffre de la faim, de la malnutrition ou d'obésité et de surpoids. Ces politiques soutiennent simultanément la destruction, le pillage et la contamination de nos territoires, desquels sont chassées les communautés autochtones et paysannes, mettant ainsi en péril leur existence et leur culture. L'agro-industrie, ainsi que l'extraction inconsidérée des combustibles fossiles, sont principalement responsables des deux crises socio-écologiques les plus importantes auxquelles nous sommes confronté-e-s aujourd'hui: la crise climatique et l'extinction massive de la biodiversité. Face à cette situation, nous promouvons une alternative basée sur le principe de souveraineté alimentaire qui sous-entend et s'accompagne d'une production paysanne agro-écologique, considérant les graines comme patrimoines des peuples au service de l'humanité. Nous proposons des réformes agraires intégrales et populaires, des marchés locaux et, avant tout la voix des paysannes et des paysans comme protagonistes fondamentaux dans la prise de décisions des politiques agricoles. [...]

DÉCLARATION FINALE COMPLÈTE

<https://viacampesina.org/fr/declaration-finale-sommet-peuples-lomc-construisons-souverainete/>

DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE MAINTENANT !

MARTINA BRUN

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION NYÉLÉNI 2016, MEMBRE ACTIVE D'UNITERRE SUISSE-ALLEMANDE

"Transformer les systèmes alimentaires et amorcer une transition dans l'agriculture et l'alimentation." Le slogan du premier Congrès sur la mise en réseau des conseils de politique alimentaire dans l'espace germanophone, qui a réuni une centaine de participants les 11 et 12 novembre 2017 à Essen (D), reflète les objectifs ambitieux qui sont visés.

La démocratisation de nos systèmes alimentaires nous fait progresser à grands pas vers un monde placé sous le signe de la souveraineté alimentaire, dans lequel les aliments sont estimés à leur juste valeur et les acteurs locaux/régionaux sont invités à prendre part aux décisions. Ce processus est également très intéressant pour les paysans et paysannes. En effet, grâce à l'ancrage dans le réseau local de la stratégie alimentaire, leur point de vue est pris en compte et leurs produits sont vendus via des circuits régionaux, ce qui resserre ainsi les liens avec la société. C'est notamment le cas lorsque des solutions régionales sont privilégiées dans le cadre des marchés publics. Les initiatives visant à créer de nouveaux conseils de politique alimentaire devraient donc bénéficier d'une plus grande attention et l'enthousiasme manifesté lors du congrès organisé à Essen doit être maintenu afin que nous puissions reconquérir progressivement le pouvoir de choisir notre système alimentaire.

VERS L'AUTODÉTERMINATION. L'autodétermination requiert la création de conseils de politique alimentaire. Il s'agit d'organes composés de membres de la société civile et de représentants des milieux économiques, scientifiques et politiques ainsi que de l'administration. Ces derniers se réunissent pour discuter de la situation et élaborer des stratégies visant à instaurer un système alimentaire local durable. Ils peuvent prendre différentes formes. Certains fonctionnent à petite échelle, au niveau communal, alors que d'autres s'étendent sur toute une ville. Ils peuvent être autonomes ou ancrés dans la politique locale et rattachés à l'administration. Leur forme dépend des spécificités locales.

Le premier "Food Policy Council" a été fondé aux Etats-Unis dans les années 1980. On en compte désormais 400 déjà, actifs au niveau communal ou dans de grandes villes telles que Los Angeles ou Chicago. Mark Winne, spécialiste de la politique alimentaire aux Etats-Unis, déclare à ce sujet: "Il existe un grand potentiel en Eu-

rope et je suis quelque peu étonné de voir qu'à part en Angleterre, les conseils de politique alimentaire ne sont pas plus nombreux. Si nous ne sommes pas vigilants, les décisions concernant notre alimentation seront prises par une poignée d'entreprises et de politiques, ce qui peut être dangereux. La société civile doit pouvoir s'exprimer davantage sur son système alimentaire. La politique alimentaire devrait reposer sur un processus démocratique. Ce n'est pas parce que la Suisse ne connaît pas de problème de sécurité alimentaire que la population ne doit pas prendre part aux discussions sur le sujet. Il ne s'agit pas uniquement de notre alimentation, mais aussi du développement durable, du changement climatique et de la santé: c'est notre avenir qui est en jeu!"

LE CONGRÈS QUI S'EST TENU À ESSEN a permis aux conseils de politique alimentaire existants ou en train d'être fondés dans l'espace germanophone d'échanger et de créer des réseaux. Des conseils de politique alimentaire ont vu le jour à Berlin et à Cologne en 2016. Des projets sont en cours dans d'autres villes telles que Francfort, Dresde, Oldenburg, Kiel, Vienne et Hambourg. En Suisse alémanique, la plateforme Ernährungsforum Zürich prévoit de lancer le premier conseil de politique alimentaire du pays. •

CONSEIL

"Repenser notre système alimentaire – Guide sur les conseils de politique alimentaire; recommandations pour la création de conseils autonomes."

Disponible (en allemand) sur webshop.inkota.de

ERNAHRUNGSFORUM ZÜRICH
assemblée constitutive du conseil de politique alimentaire
le 20 mars 2018

<http://ernaehrungsforum-zueri.ch>
inscription: info@ernaehrungsforum-zueri.ch

FUTURE 3.0 LE PASSÉ AU SERVICE DE DEMAIN

VANESSA RENFER

AGRICULTRICE ET MEMBRE DU COMITÉ D'UNITERRE (SECTION NEUCHÂTEL)

A l'automne 2016, un petit groupe de sept Neuchâtelois a lancé son initiative "Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse". En cas d'acceptation par le peuple, tout produit phytosanitaire serait interdit sur le territoire helvétique au terme d'un délai de 10 ans.

Ils sont biologiste, vigneron ou encore entrepreneur. Ils ont décidé de lancer un grand coup de pied dans la fourmière en soumettant un texte qui serait une véritable révolution dans le paysage agricole suisse. S'il est vrai que la part du bio n'a cessé de progresser depuis une trentaine d'années, les paysan-ne-s qui travaillent selon ces principes restent minoritaires, avec en 2016, un peu plus de 6300 exploitations bio sur les quelques 53000 exploitations au total, soit 12%. (Source: rapport USP).

INTERDICTION TOTALE. D'une grande simplicité, le texte demande l'interdiction totale des pesticides de synthèse (comprendre par là produit phytosanitaire au sens large) dans l'agriculture et l'entretien des espaces verts et du domaine public en général. Naturellement, les jardins privés sont également concernés. Il va cependant plus loin en étendant cette interdiction à l'importation de produits agricoles (denrées alimentaires, fourrages pour animaux) qui contiennent des pesticides ou qui ont été cultivés/élaborés avec l'aide de ces substances.

La cause est noble. La Confédération a déjà lancé un plan de réduction de l'usage de ces substances, c'est dire si l'on est conscient que la solution agrochimique n'est pas dénuée de risques. Risques pour l'utilisateur en premier lieu, c'est-à-dire le paysan, qui doit user de mille précautions lorsqu'il manipule les différents produits pour effectuer les traitements. Risques pour l'environnement qui recueille par ruissellement, infiltration ou évaporation les molécules et leurs dérivés. Risques enfin pour les consommateurs que nous sommes en accomplissant l'acte quotidien de nous nourrir. Sujet sensible s'il en est, les études se contredisent et il n'est pas toujours facile de faire la part des choses, les enjeux économiques étant colossaux. L'affaire Monsanto et son glyphosate en est l'exemple le plus criant.

Face à un tel marasme, Future 3.0 a le mérite de poser une limite extrêmement claire et s'inscrit parfaite-

ment dans le principe de précaution. Puisqu'on ne peut garantir la totale innocuité des produits phyto, alors bannissons-les définitivement! Avec de telles dispositions, les buts des initiants sont nombreux, et sous l'angle de la Souveraineté alimentaire, cette initiative est intéressante à plus d'un titre et reprend plusieurs points défendus par celle d'Uniterre. L'appui des consommateurs étant vital aux paysannes et paysans, se tourner vers une agriculture 100% biologique peut être une bonne chose. La nécessité d'embaucher des employés pour effectuer le travail supplémentaire, le retour des moyens de productions en mains paysannes, la plus grande valeur ajoutée, cela résonne bien aux oreilles des membres d'Uniterre.

LACUNES. Comme aucun projet ne saurait être parfait, il est utile de relever certaines lacunes de Future 3.0. En effet, elle ne résout pas les problèmes:

- Des marges bien trop importantes délogées par les grands distributeurs sur le Bio
- Du renchérissement des produits alimentaires pour les personnes pour qui chaque franc compte (les retombées positives en termes de santé n'étant pas immédiatement palpables financièrement)
- Du tourisme d'achat, concurrence déloyale fortement décriée
- Des difficultés de trouver de la main d'œuvre qualifiée et de la payer décemment.

Enfin le texte n'aborde pas la question du revenu paysan, question pourtant centrale si l'on veut que les familles paysannes fournissent cet effort supplémentaire. Cela reste néanmoins un projet qui s'associe bien avec la Souveraineté alimentaire. •

PLUS D'INFOS ICI

www.future3.ch

L'association politiquement indépendante "Eau propre pour tous" a déposé son initiative populaire "Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique" le 18 janvier 2018 après seulement 10 mois de récolte avec 114'420 signatures. Une initiative qui suscite le débat, dont voici déjà 2 positions.

INITIATIVE POUR UNE EAU POTABLE PROPRE POUR CONTRE

FRANZISCA HERREN
INITIANTE DE L'INITIATIVE "POUR UNE EAU POTABLE PROPRE"

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET VICE-PRÉSIDENTE D'UNITERRE

Le nombre excessif d'animaux de rente en Suisse engendre trop de lisier. D'énormes quantités d'aliments sont importées pour élever un cheptel trop conséquent. Depuis l'entrée en vigueur des exigences liées aux prestations écologiques (PER) en 1996, les importations d'aliments pour animaux de rente sont passées de 263 000 tonnes à plus de 1,1 million de tonnes. 50% de notre viande et 70% des œufs et du poulet sont produits avec des aliments importés. Cet élevage intensif génère de l'ammoniac, toxique pour l'environnement, entraînant une sur-fertilisation des plans d'eau, des tourbières et des forêts et altère aussi la santé de nos poumons. En Suisse, 95% des émissions d'ammoniac proviennent de l'agriculture, 90% de l'élevage. De ce fait, depuis des années, le droit suisse de l'environnement et les accords internationaux sont transgressés.

En ce qui concerne le glyphosate, le pesticide le plus fréquemment utilisé faisant l'objet de controverses internationales et qui est aujourd'hui même interdit dans certains pays, le gouvernement fédéral souhaite augmenter la charge maximale admissible dans les eaux de surface de l'ordonnance sur la protection des eaux d'un facteur de 3600.

Et comme le confirme le rapport Bertschy 3 récemment publié par la Confédération, ce rapport mentionne que l'agriculture d'aujourd'hui n'est pas en mesure d'atteindre les objectifs environnementaux fixés.

L'ÉLEVAGE INDUSTRIEL FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT DE BACTÉRIES RÉSISTANTES AUX ANTIBIOTIQUES. Les bactéries résistantes aux antibiotiques figurent parmi les "plus grandes menaces pour la santé de la population suisse". Néanmoins, les antibiotiques continuent d'être utilisés en prévention dans les élevages en Suisse. La révision partielle de l'ordonnance du 1^{er} avril 2016 sur les médicaments vétérinaires (OMédV) n'a malheureusement introduit que la restriction de l'approvisionnement en antibiotiques, mais aucune interdiction de l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique.

L'AGRICULTURE INTENSIVE MENACE LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE. La Suisse est le château d'eau de l'Europe. Aujourd'hui, 70% de l'eau potable est extraite directement des nappes phréatiques et des eaux de surface dans un état proche de la nature et sans traitement complexe. Ce privilège est fortement menacé par les substances nocives provenant de l'agriculture intensive. Afin de préserver la qualité de l'eau potable, l'initiative requiert que les subventions soient investies dans des exploitations qui produisent sans pesticides, préservent la biodiversité, élèvent leur cheptel nourri sur leur propre exploitation et n'utilisent pas d'antibiotiques à titre prophylactique dans l'élevage. L'initiative requiert que la recherche agricole, la vulgarisation et la formation ainsi que les aides à l'investissement ne soient financées que si elles tiennent compte des conditions susmentionnées.

L'initiative vise à garantir des moyens d'existence durables pour les paysans et pour la population: de l'eau propre, des sols sains et un niveau élevé de biodiversité. •

L'initiative pour une eau potable propre et une alimentation saine touche un nerf sensible. Qui ne veut pas d'un air propre, d'une eau propre, d'une alimentation propre et d'une chemise propre? Les coupables: les paysannes et les paysans. Il ne faudrait plus octroyer de paiements directs à celles et ceux qui utilisent des pesticides et des antibiotiques à titre prophylactique. De plus, chaque exploitant devrait protéger l'environnement et nourrir ses animaux avec le fourrage produit sur l'exploitation, sinon le mandat de prestation ne serait pas rempli. Par rapport à l'affouragement, l'argumentaire de l'initiative exige que l'obtention de subventions soit liée à la condition de produire du lait et de la viande "sans apport de fourrage et concentrés alimentaires importés", tandis que le texte de l'initiative lui-même exige "des effectifs d'animaux pouvant être nourris avec le fourrage produit dans l'exploitation". C'est une différence majeure!

Une adoption de l'initiative signerait l'arrêt de nombreuses exploitations en raison d'une augmentation du travail et des coûts qui ne seront plus pris en charge par le marché. Qui voudra financer notre concurrence avec le marché mondial? Qui voudra payer les frais supplémentaires, le vétérinaire, le sarclage et le désherbage, les salaires plus élevés de la main-d'œuvre, la biodiversité? Répondre à ces questions de façon lapidaire en prétendant que le marché s'en chargera et que les consommateurs paieront le coût additionnel, est une réponse trop simpliste. Le délai transitoire de 8 ans pour adapter les exploitations est raisonnable, mais il ne résout aucunement les problèmes structurels.

QUEL EST LE RÔLE DE L'OFFICE FÉDÉRAL DE L'AGRICULTURE? Pourquoi n'a-t-il pas réglementé les autorisations des pesticides en y introduisant des limites raisonnables? Les paysannes et les paysans utilisent les pesticides dans le cadre légal, non pas pour polluer l'environnement, mais parce qu'ils et elles doivent produire aussi bon marché que possible. Par ailleurs, la définition du terme "pesticide" n'est pas claire. Une interdiction de tous les intrants mettrait également sous pression l'agriculture biologique.

IL EST SURPRENANT QUE les géants de l'agrochimie ne soient pas contre cette initiative. Ils ont déjà trouvé leurs solutions: les nouvelles technologies de reproduction (CRISPR /Cas9) censées lutter contre la tavelure, le mildiou, le feu bactérien, etc. au moyen de l'édition génomique. Les plantes génétiquement modifiées, par exemple avec une résistance contre les pyrales, auraient également le vent en poupe.

Notre responsabilité ne s'arrête pas aux frontières de la Suisse, nos importations génèrent des déchets et pollutions ailleurs sur la Terre. Et si le changement structurel en Suisse se poursuit, l'importation de produits dont nous ne pouvons pas contrôler la qualité augmentera. Peut-être pouvons-nous convenir que l'initiative pour la souveraineté alimentaire d'Uniterre indique des solutions aux problèmes sociaux et structurels. L'adoption de notre initiative nous permettra de trouver un terrain de négociation avec tous les acteurs concernés par l'alimentation, les grossistes, les consommateurs-trices et les autorités fédérales, afin de trouver des solutions qui n'obligeraient pas les paysan-ne-s à cesser leur activité, tout en améliorant la qualité de l'écologie et de l'eau potable et en réduisant l'utilisation des pesticides. •

QUEL SUPERMARCHÉ POUR UN ÉCOQUARTIER ?

EXTRAIT DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE
SIGNÉ PAR LE SPP, APRES-GENÈVE, LES COOPÉRATIVES

L'écoquartier des Vergers doit accueillir plus de 3'000 nouveaux habitants d'ici à 2019, ainsi que quelques dizaines de nouveaux commerces, dont un petit supermarché de quartier. Il y a 4 ans, Coop et Migros ont renoncé à s'installer dans le local prévu de 670 m² appartenant à la coopérative Les Ailes. Pour les futurs habitants et voisins, ce fut le point de départ pour imaginer leur propre supermarché en adéquation avec les valeurs d'un écoquartier et en association avec la Ville de Meyrin, des coopératives d'habitation, des paysans et des artisans.

UNE FILIÈRE ALIMENTAIRE ARTISANALE EST NÉE. En parallèle, une boucherie, une boulangerie, une laiterie et une conserverie artisanale de fruits et légumes ont commencé à voir le jour dans le quartier. Une ferme urbaine est prévue pour cultiver les espaces verts en plus d'assurer une production maraîchère et la multiplication de semences. Plusieurs restaurants du quartier se sont également impliqués pour assurer toute la filière "de la fourche à la fourchette". [...]

LA MAUVAISE NOUVELLE. Malgré le soutien de tous ces acteurs, la coopérative Les Ailes a choisi au dernier moment de signer avec la Migros, prétextant que nous ne pouvions pas amener les mêmes garanties financières. Nous avons également rencontré la Migros. Nous leur avons demandé de laisser une chance à ce projet citoyen patiemment construit. Mais ni l'insistance des paysans, des citoyens, du canton (direction générale de l'agriculture) ou de la commune de Meyrin n'ont eu d'influence sur leur décision: Migros, déjà détenteur de 35 magasins à Genève, va ouvrir 3 nouvelles enseignes en 2018 et celle de Vergers en fait partie, point barre.

LA BONNE NOUVELLE. Devant la toute puissance de la Migros, nous avons de plus en plus de soutien. Il est temps de créer un modèle économique plus social et solidaire, plus proche des gens et des paysans, plus respectueux de l'environnement. Et nous avons déjà un plan B. Il est pour 2018, dans le quartier des Vergers. •

"SPP - LA FEVE" A SUIVRE SUR

www.spp-vergers.ch et pétition: sppspp.wesign.it/fr

PROJET LAIT DURABLE DE LA MIGROS, UNE BELLE ARNAQUE!

LA COMMISSION LAIT D'UNITERRE

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable, ELSA (groupe industriel laitier de la MIGROS) a lancé en 2017 un projet de lait durable. Depuis le départ, l'intention de la Migros était de créer un projet répondant à des critères de durabilité, sans cependant engendrer trop de modifications pour le gros des producteurs. Sachant que notre agriculture injecte davantage de calories en intrants et en énergie qu'elle en produit, il était à prévoir que le géant orange allait accoucher d'une souris. Mais non! Sous l'aspect de la durabilité, c'est tout au plus un moustique minuscule qui a vu le jour. [...]

LIRE LE COMMUNIQUÉ COMPLET

www.uniterre.ch/fr/laitdurable-migros

ETABLIR LES PRIORITÉS

MATHIAS STALDER
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

LES DÉFIS QUI SE POSENT À UNITERRE SUISSE-ALLEMANDE. C'est au cours de plusieurs rencontres que les membres, sympathisants et secrétaires d'Uniterre Suisse-Allemande ont travaillé et travaillent encore sur une stratégie à long terme. Le 10 janvier dernier, les priorités pour 2018 ont été identifiées sous la supervision de Christophe Walther, un développeur d'organisations expérimenté. Les axes prioritaires sont les suivants: l'initiative pour la souveraineté alimentaire, le renforcement des adhésions et l'augmentation du degré de notoriété, fixer des objectifs clairs, responsabilité et structure, le fossé ville-campagne, ainsi que les finances.

GROUPES DE TRAVAIL. Les membres s'engagent dans les groupes de travail où ils discutent et élaborent les premiers objectifs et mesures à prendre, en particuliers pour la promotion d'Uniterre et la recherche de nouveaux membres. En février et mars, nous profiterons de 3 événements pour ce faire. La rencontre du 14 mars sera donc consacrée à un workshop et à l'élaboration d'un guide pour gagner de nouveaux membres. Quels avantages retire-t-on d'une adhésion à Uniterre? Quelle est notre vision, notre identité et notre culture organisationnelle? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles nous voulons répondre avec vous.

CINQ AUTRES RENCONTRES ont d'ores et déjà été agendées cette année. La motivation des participant-e-s est grande et les défis le sont aussi. Nous voulons impliquer encore plus de monde. L'ambition pour cette année est de doubler le nombre de membres en Suisse-Allemande et de renforcer ainsi les sections et notre présence sur le terrain. Ensemble nous pouvons y arriver! 2018 sera également, l'année charnière de la votation sur l'initiative pour la souveraineté alimentaire, nous dépendons donc de votre soutien, à la fois militant et financier.

RENCONTRE UNITERRE SUISSE-ALLEMANDE :

MERCREDI 14 MARS Priorités: promotion de l'adhésion à Uniterre, culture organisationnelle, feuille de route de l'initiative.

AUTRES DATES : 9 mai, 13 juin, 12 septembre et 24 octobre. Chaque fois à 19h30 au Bioland Olten, Tannwaldstrasse 44, Olten (proche de la gare). •

APPEL COOPÉRATEURS LAIT ÉQUITABLE

BERTHE DARRAS
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

"UN PRIX DU LAIT ÉQUITABLE POUR LES PRODUCTEURS!", cela fait des années qu'Uniterre revendique ce droit! Après la pétition Lait lancée en novembre - qui rencontre un très bon accueil - c'est le projet d'un "lait équitable" en Suisse, discuté depuis quelques temps maintenant, qui démarre! Uniterre est en discussion avec un transformateur et quelques distributeurs pour concrétiser ce "lait équitable" sur le marché suisse.

UNE COOPÉRATIVE "LAIT ÉQUITABLE" va être créée très prochainement. Pour cela, Uniterre recherche des coopérateurs/teurs.

QUI PEUT PARTICIPER ?

Toute productrice, tout producteur de lait.

INTÉRESSÉ-E ? SÉANCES D'INFORMATION LES :

- jeudi 8 mars 2018 à 20h au café-restaurant l'Etoile, à Villeneuve (VD)
 - jeudi 15 mars 2018 à 20h au stand de Vernand, à Romanel
 - jeudi 22 mars 2018 à 20h au Café de la Poste, à Glovelier
- Si vous souhaitez participer au lancement d'un beau projet et être enfin acteur du changement, rejoignez nous!

POUR PLUS D'INFORMATION

Berthe Darras 079 904 63 74 - b.darras@uniterre.ch

APPEL : LE JORAN BALAYÉ PAR ELEANOR

La tempête Eleanor, le 3 janvier 2018, nous a rappelé qu'on ne rigole pas avec les forces de la nature et, d'une chiquenaude, envoya valdinguer des centaines d'heures de travail. Ainsi, la moitié des tunnels maraîchers installés lors de chantiers collectifs s'en retrouvèrent totalement détruits ou gravement endommagés. Un tunnel de 32 m s'est même envolé complètement pour atterrir 70 m plus loin!! Le tiroir-caisse un peu vide et les forces de travail limitées nous poussent à faire un appel à soutien financier, et pour nous aider sur le terrain à démonter, ramasser et trier les tunnels endommagés. Merci infiniment pour votre soutien!!! •

contact: lejoran@atelierlrc.ch
coordonnées bancaires:

Le Joran, Madlen Weyermann, Rte de Vaulion 20, 1324 Premier, CH09 0839 0034 1951 1000 5

AGENDA

Coopérative "Lait équitable"

séances d'information (voir Appel ci-contre)
jeudi 8 mars 2018 à 20h au café-restaurant l'Etoile, à Villeneuve (VD)
jeudi 15 mars 2018 à 20h au stand de Vernand, à Romanel
jeudi 22 mars 2018 à 20h au Café de la Poste, à Glovelier
contact : b.darras@uniterre.ch

Cours : Achat d'un domaine hors du cadre familial - Aspects du financement

mercredi 14 mars 2018, 09h30 - 16h
Grangeneuve, salle 206

Assemblée Générale d'Uniterre

samedi 7 avril 2018, 10h - Café Le Tempo, Yverdon-les-Bains
13h30 - 14h30 : présentation du projet de collecte de données dans le milieu agricole (Barto / ADA) par Alain Sandoz

Dates des prochains comités d'Uniterre :

1^{er} vendredi de chaque mois : 2 mars, 6 avril, 4 mai, 1^{er} juin, 6 juillet, 7 septembre, 5 octobre, 2 novembre, 7 décembre
à 9h30, Café Le Tempo, Yverdon-les-Bains

Plus d'infos sur notre site

www.uniterre.ch/actions/agenda

SOUTENEZ UNITERRE !

Encarté dans ce journal, vous trouverez un BVR pour faire un don à UNITERRE. Depuis l'an dernier vos dons sont déductibles des impôts!

Nous travaillons pour vous sur plusieurs fronts, et les défis pour 2018 sont multiples: votation sur l'initiative pour la souveraineté alimentaire, pétition lait, appel aux jeunes, coopérative lait équitable, droits des paysans, etc.

SOUTENEZ-NOUS!

Banque Raiffeisen Basse Broye Vully
CCP de la Raiffeisen 17-6872-4
IBAN : CH17 8012 3000 0028 4966 7/ CH
CB 80123
Uniterre
p.a Claude Mudry
Bellevaux 50
2518 Nods

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, 021 601 74 67
www.uniterre.ch/info@uniterre.ch

Responsable du journal

Charles-Bernard Botay, 079 409 14 42, charles-bernard@bluewin.ch

Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch

Traductions

Stefanie Schenk
Marie Saint-Fleuret

Photographies

Eric Roset, www.eric-rosset.ch Couverture, 4-5

Maquette

Dacha et Boris Abbet, atelier SoiuZ, www.soiuz.ch

Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix
024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.

RESPIBOL BOLUS aux plantes



Soutien respiratoire
veaux, élevage et engraissement

LGC SA 026 913 79 84
1627 Vaulruz www.lgc-sa.ch

150 ANS OFFRE 150 ANS

ABO WEB 150.- au lieu de 229.-*

ABO COMBI 200.- au lieu de 299.-*

* Pour tout nouvel abonnement Web ou Combi d'une année conclue en 2018.

ABONNEZ-VOUS!

S'abonner au *Courrier* c'est promouvoir un journalisme sans but lucratif et aux valeurs humanistes qui travaille avec indépendance et transparence sur des sujets de société forts.

Devenez des lectrices et des lecteurs engagé-e-s qui financent directement ce type de journalisme par leur abonnement!



www.lecourrier.ch/abo
abo@lecourrier.ch 022 809 55 55



Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ?
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant
Avec plan comptable pour l'agriculture. www.cresus.ch